

VIVRE à Bourges

JOURNAL DU PARTI SOCIALISTE DU CHER - NUMÉRO 29 - FÉVRIER 2007

Le Pacte présidentiel de Ségolène Royal

Lire en page 4

DOSSIER
Education
Aider les enfants
à grandir

Le Conseil Général :
Pour la réussite scolaire des collégiens

Les billets des candidats socialistes
aux législatives
«L'éducation, encore l'éducation, toujours l'éducation»



L'édito

C'est la solidarité qui rend fort

Il y a une France que nous voulons et une France que nous ne voulons pas ; un avenir pour Bourges que nous voulons et un avenir que nous ne voulons pas.

Nous ne voulons pas d'une France qui, pour réduire les impôts des plus riches, mettrait en péril l'avenir de ses enfants. Nous ne voulons pas d'un pays qui préférerait protéger les profits que de respecter les salariés. Nous ne voulons pas d'une société tellement peu confiante en elle-même et en ses talents que ses habitants s'opposeraient les uns aux autres plutôt que d'affronter ensemble l'avenir.

Nous avons de l'ambition pour la France et pour Bourges. Avoir de l'ambition, c'est vouloir un pays et une ville plus forts parce que plus solidaires. Plus forts pour innover, trouver les nouvelles techniques qui nous permettront de préserver demain la planète. Plus forts pour créer des emplois, se former, se tourner vers les métiers de demain. Plus forts pour peser en Europe et dans le monde.

Plus forts pour mieux accueillir nos enfants. Plus forts pour protéger les plus fragiles.

C'est la solidarité qui rend fort. Avec Ségolène Royal, nous proposons le progrès pour tous et le respect pour chacun. Ce slogan, je le ferai mien aussi pour proposer aux Berruyers un autre projet pour Bourges.



Irène FÉLIX

Vice-Présidente du Conseil Générale, candidate aux élections législatives

Jean-Pierre Saulnier
Vice-Président du Conseil Général, candidat suppléant aux élections législatives



Attentifs aux besoins de chacun

Au Conseil Général, les élus socialistes se sont donné pour objectif

d'aider à la réussite des collégiens. Nous faisons en sorte d'être plus attentifs aux besoins des collèves et de mieux y répondre. Dans les Zones d'Education Prioritaires et pour les classes spécialisées, les moyens ont été renforcés. Nous aidons aussi au financement des postes d'adultes qui facilitent le dialogue entre les parents et le collège dans les quartiers nord de Bourges.

Nous avons passé une convention avec la faculté des sciences pour que les étudiants aident les collégiens à reprendre leurs cours, faire des exercices, apprendre leurs leçons. C'est une façon d'impliquer les étudiants auprès des plus jeunes, de les faire réfléchir sur la solidarité ; c'est aussi une façon d'offrir les mêmes chances de réussite à tous les enfants, en particulier à ceux dont les parents n'ont pas les moyens de payer des cours particuliers. Pour en bénéficier, il faut s'adresser au service vie scolaire dans les collèges.

Renforcer la présence des adultes et l'accompagnement des enfants à l'école : nous y contribuons dans les collèges du Cher ; avec Ségolène Royal à l'élection présidentielle et les candidats socialistes aux élections législatives, nous pourrions aller plus loin.

PROJET SOCIALISTE

«L'éducation, encore l'éducation, toujours l'éducation»



La droite =
-32 postes dans
le Cher en 2007 !

Tout se tient : emploi, sécurité, famille, école. Quand un maillon vient à manquer, c'est toute la chaîne qui est fragilisée. Pour l'école, l'égalité réelle c'est de tenir pour tous ses élèves la promesse républicaine de la réussite. C'est une offre scolaire de qualité sur tout le territoire.

Le projet socialiste prévoit un service public de la petite enfance et la scolarisation obligatoire dès 3 ans. C'est nécessaire pour favoriser l'emploi des deux parents ; c'est aussi la meilleure façon d'aider les enfants à apprendre à parler. Il faut aussi renforcer les moyens à l'école primaire, au moment de l'apprentissage de la lecture. C'est pourquoi il est absurde de supprimer des postes comme c'est encore le cas cette année dans le Cher.

La révolution scolaire, c'est aussi que tous les enfants qui en ont besoin aient accès à un soutien scolaire gratuit. Les enfants doivent arriver à l'école le matin en ayant fait

leurs devoirs et en ayant appris leurs leçons. Il ne faut pas laisser cette tâche au secteur privé, très coûteux pour les parents. C'est le secteur public, en partenariat avec les associations, qui doit assurer cette mission.

Nous développerons, là où ce n'est pas encore le cas, les liens entre l'école et les parents. Les parents ne doivent pas avoir peur de l'école ou s'en sentir rejetés : ils doivent, avec les enseignants, faire comprendre aux enfants l'importance d'apprendre. La gauche a pour projet de remettre l'éducation au cœur de tout, de remettre l'école d'aplomb, de remettre de la culture partout, sur tout le territoire, de donner à chaque enfant le droit à la culture et à une ambition scolaire. C'est aussi la gauche qui, en luttant contre la précarité, en garantissant un logement décent à tous, peut aider vraiment les familles à élever leurs enfants.

La gauche :
plus d'adultes
dans les écoles



CONSEIL GÉNÉRAL

Pour la réussite scolaire des collégiens

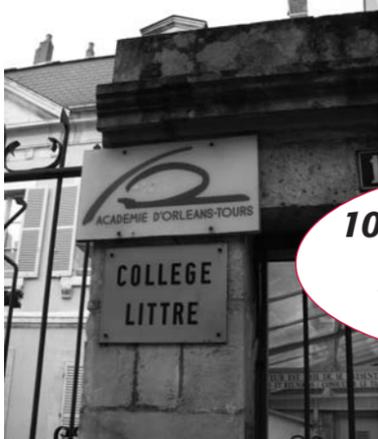
C'est important d'avoir des collèges en bon état. Mais de beaux bâtiments ne suffisent pas. C'est pour cela que la majorité de gauche du Conseil Général a voulu donner de nouveaux moyens aux collèges et aux collégiens pour aider à leur réussite.

Nous voulons que les enfants réussissent au collège. Il faut d'abord qu'ils puissent y aller gratuitement. Il faut ensuite qu'ils aient accès au matériel nécessaire pour travailler. Aujourd'hui, les ordinateurs sont indispensables pour que tous les enfants se familiarisent avec ces technologies : le parc d'ordinateurs sera progressivement renouvelé et des équipes de maintenance seront en place à la rentrée 2007. Il faut aussi permettre l'ouverture des adolescents à l'histoire et à la culture : la visite des monuments et des richesses du département est facilitée, l'opération « collèges au cinéma » permet aux

enfants de découvrir des films. Enfin, face au monde, les enfants du Cher doivent apprendre à voyager, à rencontrer d'autres peuples, à parler d'autres langues : le Conseil Général met à disposition des collèges un budget de 100 € par collégien pour permettre, chaque année, à un quart des collégiens du Cher de participer à un voyage pédagogique. Avec l'aide à la licence sportive offerte à tous les jeunes du Cher, ce sont tous les volets du développement de l'enfant qui sont pris en compte.

100 € par collégiens pour apprendre en voyageant

Et puis il y a la restauration scolaire pour se détendre, se nourrir, discuter avec les copains, côtoyer des adultes. C'est parce que c'est un moment très important que le Conseil Général agit dans trois directions : l'amélioration des locaux et leur insonorisation ; le refus de privatiser la restauration scolaire pour préserver la qualité des repas et la qualité des contacts entre enfants et personnels techniques et ouvriers de service ; un travail avec les collèges et avec les parents sur une amélioration de la restauration dans les cantines pour proposer à la rentrée 2007 des repas encore meilleurs et bien équilibrés à un coût moindre pour les familles.



Education : aider les enfants à grandir

Comment une ville peut-elle aider un enfant à grandir ? Sûrement pas en créant des quartiers où l'on ne se rencontre pas. La municipalité berruyère construit ou fait construire de nouveaux quartiers, sans avoir réfléchi à la vie des enfants et des familles.

« Il faut tout un village pour élever un enfant », dit-on, en Afrique. Nous pensons qu'à Bourges, il faut tout un quartier pour élever un enfant. Qu'est-ce que cela veut dire ?

Des quartiers qui ne sont pas faits pour les enfants

Les enfants regardent comment vivent les adultes : est-ce qu'ils se parlent ? est-ce qu'ils se disent bonjour ? est-ce qu'ils se rendent service ? comment se déplacent-ils pour faire leurs courses ?

Si les adultes ne se croisent pas parce qu'il n'y a pas d'endroit dans le quartier pour se rencontrer, si les pieds d'immeubles sont privatisés, les enfants rentreront chez eux et risquent de se retrouver devant la télévision.

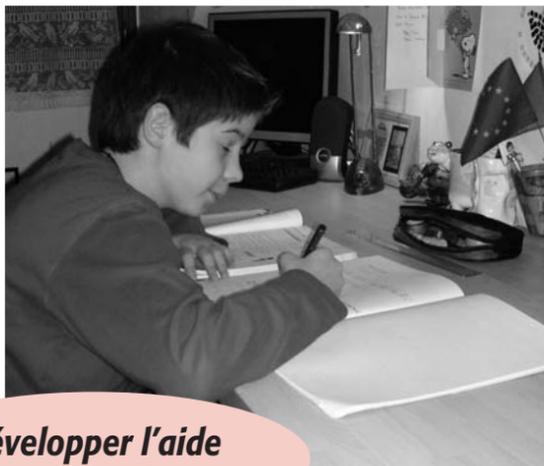
Si la vie associative dans les quartiers est découragée par manque de locaux associatifs, par des tracas toujours plus grands pour les amicales laïques des écoles, les enfants n'apprendront pas à apporter leur part pour une fête de quartier et demain pour de plus grands projets.

Si les adultes doivent prendre la voiture parce que la ville s'est étendue sans que l'on ait pensé aux écoles, les enfants n'auront pas le réflexe du vélo ou de la marche à pied.

Garder des liens entre générations

Si les adultes ne se connaissent pas et ne se font pas confiance, personne n'osera reprendre les enfants des autres s'ils font une bêtise. Or il est important que tous les adultes se sentent un peu responsables de tous les enfants et que tous les enfants sachent qu'ils doivent respecter les adultes.

Si les jeunes vivent d'un côté et les anciens de l'autre, les enfants n'auront pas l'occasion de rencontrer des vieilles personnes, de découvrir l'histoire et ses enseignements.



Développer l'aide aux devoirs



« Il faut tout un quartier pour élever un enfant »

Bourges manque d'ambition pour l'école

Et puis il y a l'école et ce qui existe autour de l'école. A Bourges, on pourrait améliorer l'accueil des enfants en maternelle en renforçant le personnel pour aider à l'intégration des plus petits. Des lieux pour accueillir ensemble parents et enfants pourraient se multiplier et s'adresser à différentes tranches d'âge, par exemple dans des ludothèques.

Des tarifs qui excluent

A Bourges, c'est coûteux d'inscrire son enfant à la garderie périscolaire. Pour beaucoup de femmes qui travaillent en horaires décalés avec de petits salaires, il est presque impossible de payer l'accueil. Les enfants doivent se garder seuls, sous la responsabilité d'un aîné souvent bien jeune ou dans la rue, avec les conséquences qui en découlent parfois.

A Bourges enfin, c'est très difficile d'avoir accès à une aide aux devoirs : les listes d'attente sont longues. Il faudrait développer beaucoup plus cette possibilité, avec l'école, avec les associations ou au sein d'un service municipal. Le nouveau « coup de pouce lecture », concerne 56 enfants... sur 672 enfants scolarisés en CP dans le primaire. Au fait : ce service a été mis en place sans concertation avec les associations qui se décarcassent depuis de nombreuses années sur ce terrain. Pas de concertation à Bourges : ça vous surprend ?

Marie-Hélène Bodin
Ancienne Conseillère régionale,
candidature aux élections législatives

Supprimer tout obstacle financier pour l'accès au savoir



Pour nous, socialistes, promouvoir l'égalité des chances c'est donner à tous les mêmes chances de réussite. C'est un principe républicain. L'action de la Région Centre est guidée par cette volonté de promouvoir et favoriser cette égalité et supprimer tout obstacle financier dans l'accès au savoir. Ainsi, différentes mesures ont été prises depuis 1998 : gratuité des livres pour les lycéens, aide au premier équipement professionnel, aide à l'acquisition de matériel pédagogique comme les pochettes à dessin et les cahiers de TD. Ainsi, la rentrée des classes est moins chère en Région Centre. De nouvelles politiques se mettent en place. Trans'Europe Centre est un séjour éducatif en Europe, financé à 95 %. Le lycée Marguerite de Navarre et le lycée agricole ont participé à cette opération. OrdiCentre met à disposition des étudiants de second cycle, à l'Ecole d'Ingénieurs, dans les antennes universitaires et aux Beaux-Arts un ordinateur portable. Avec des projets pédagogiques aussi innovants que « Aux arts lycéens », « Lycéens au cinéma », « Lycéens citoyens » et le chèque CLARC, la Région Centre permet une plus grande ouverture sur le monde et prépare les citoyens de demain. Forte de cette expérience, je veux, lors des élections législatives, porter un projet ambitieux pour les jeunes de notre pays.

Yann Galut
Ancien Député du Cher
candidat aux élections législatives,

Le candidat de l'UMP propose la précarité généralisée



Sarkozy vient de proposer que tous les contrats de travail soient calqués sur le modèle du Contrat Nouvelle Embauche (CNE) et du CPE, refusé par la jeunesse au printemps dernier. Concrètement, cela permettrait à tout employeur de licencier un salarié sans aucune justification pendant un délai de deux ans. Il faut être clair, ce type de contrat, c'est instaurer la précarité généralisée pour le salarié. En effet, de peur d'être renvoyé du jour au lendemain sans motif, le salarié sera prêt à accepter n'importe quelles conditions de travail notamment en matière d'heures supplémentaires. De plus, c'est toute la vie personnelle du salarié qui est touchée. Comment obtenir un prêt bancaire ou un logement avec de tels contrats de travail ? Comment les enfants pourraient-ils se sentir en sécurité pour apprendre si leurs parents vivent dans la précarité et la peur du lendemain ? Sarkozy veut mettre en place le modèle des Etats-Unis. Ségolène Royal, elle, a clairement annoncé que le CNE sera abrogé et que le CDI redeviendra la règle, dans un souci de justice sociale au service de tous. C'est pour contribuer à la concrétisation de cette France solidaire que je m'engage aux côtés de Ségolène Royal.

La culture pour former les citoyens de demain

« Nos parents ne nous poussaient pas ». Kheïra Bensizerara regrette encore de ne pas avoir, enfant, appris la musique ou la danse. En participant à la fondation, en 1983, de l'association « El Qantara » (la passerelle), elle a voulu changer le cours des choses.

L'association, dont elle est aujourd'hui vice-présidente, organise des cours de danse et de musique. Elle propose également de l'accompagnement scolaire. 250 enfants et jeunes sont aujourd'hui concernés par ces actions.

Ces deux démarches, culturelles et éducatives, sont complémentaires. L'éducation est bien sûr primordiale « pour que les gosses soient des citoyens ». Mais, « pour que la mayonnaise prenne, il faut connaître les autres cultures ».

« Pour que les gosses soient des citoyens »

Aujourd'hui, elle considère que l'association « a fait ses preuves », même si certains détracteurs pensent qu'« ils font leur petit folklore ».

Pourtant, la situation est devenue difficile. Kheïra constate un désengagement financier croissant des pouvoirs publics. Elle observe également une désaffection pour le bénévolat.

Malgré ces difficultés, Kheïra continue son action, réaffirmant que « ce qui est important c'est que les mômes puissent s'épanouir ».



Le Pacte présidentiel de Ségolène Royal



Ségolène Royal, vous avez présenté un pacte présidentiel. Pourquoi ce nom ?

Le pacte présidentiel, c'est un contrat entre les Français et moi, au nom de la gauche rassemblée. Un contrat fait de droits et de devoirs, d'engagements réciproques. Je veux refonder le pacte républicain.

Quel sera votre premier combat si vous gagnez en 2007 ?

Mon premier combat sera pour les familles. Tout commence par les familles car si elles fonctionnent bien, alors les enfants démarrent dans la vie dans de bonnes conditions.

Le logement est la condition première d'une vie de famille sécurisée. Les inégalités doivent se réduire pour assurer à toutes les familles une sécurité logement tout au long de la vie.

Comment cela peut-il se traduire ?

Il faudra rendre effective l'obligation de créer dans chaque ville une place d'hébergement d'urgence pour 1 000 habitants. L'accès au logement, c'est aussi la construction de 120 000 logements sociaux par an qui, faute d'obéissance à la loi de certaines communes ne sont pas construits. Un service public de la caution permettra d'assurer les impayés de loyer et d'éviter les expulsions. Il faudra aussi obliger à la mise en location de nombreux logements vacants sur lesquels les propriétaires spéculent et favoriser l'accès à la propriété par l'extension des prêts gratuits.

Le logement, c'est la première condition pour la réussite des enfants. Mais cela ne suffit pas.

Mon deuxième combat, en effet, sera pour l'éducation et la jeunesse. Tout enfant doit pouvoir, avant trois ans, être accueilli pour permettre la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. C'est le service public de la petite enfance.

L'éducation doit permettre l'emploi. Aucun jeune ne doit rester au chômage plus de six mois sans qu'aucune formation ou contrat ne lui soit proposé. Un nouveau droit sera ouvert : chaque jeune disposera, à sa majorité, d'un prêt gratuit de 10 000 euros, garanti par l'Etat, pour lui permettre de mener son premier projet de vie.

Comment développer l'emploi ?

Il faut stimuler la création d'entreprises, renforcer l'investissement et la recherche, remédier à la sous-qualification, développer la formation professionnelle, soutenir les PME et renforcer l'efficacité de la dépense publique. Pendant le quinquennat, le budget de la recherche et des crédits publics pour l'innovation augmenteront de 10 % par an. Sur les 65 milliards d'aide aux entreprises, seuls 5 % sont orientés vers la recherche-développement : je propose de porter cette part à 15%.

Faut-il, comme le propose le candidat de la droite, supprimer toute règle concernant les heures supplémentaires ?

Les heures supplémentaires ne sont pas toujours payées et ne concernent pas tous les salariés. De plus c'est souvent l'employeur qui oblige, pas l'employé qui choisit. C'est ignorer le monde du travail que de prétendre le contraire. La charge de travail et son intensité ont tendance à croître pour tous ceux qui ont aujourd'hui un emploi, jusqu'à imposer des heures supplémentaires alors que par ailleurs bon nombre de salariés au chômage ne demandent qu'à pouvoir retravailler. Beaucoup de salariés sont à temps partiel sans l'avoir véritablement choisi. C'est une situation absurde !

Porter le SMIC à 1500 euros, revaloriser de 5 % les petites retraites.

Comment, alors, améliorer le pouvoir d'achat ?

C'est, en effet, une question de pouvoir d'achat. Bon nombre de salariés ne demanderaient pas à faire des heures supplémentaires si leur travail était correctement rémunéré. Nous fixerons dès que possible le SMIC à 1500 euros. Une conférence nationale sur les salaires, les revenus et la croissance réunissant les partenaires sociaux sera organisée dès juin 2007. Les petites retraites seront augmentées de 5 %, comme l'allocation adultes handicapées, et le minimum vieillesse sera versé mensuellement. Pour encourager le passage du RMI au travail, nous ferons en sorte que personne, quel que soit son salaire, ne travaille à perte. Une sécurité sociale professionnelle, garantie par l'Etat, permettra à chaque personne privée d'emploi de se voir proposer un contrat de droits et devoirs comportant une rémunération, une formation qualifiante et une aide personnalisée à la recherche d'emploi.

Quelles sont vos priorités pour la santé ?

Une politique de santé efficace, c'est une politique de prévention. Les soins seront gratuits jusqu'à 16 ans. Une carte santé pour les jeunes de 16 à 25 ans sera proposée. La contraception sera totalement gratuite pour les jeunes femmes de moins de 25 ans. Les refus de soins seront sanctionnés.

L'écologie est-elle une menace ou une chance pour l'emploi ?

C'est une chance ! Je veux que toutes les politiques publiques prennent en compte l'impératif écologique. Je veux que la France et l'Europe donnent l'exemple, en assurant la protection et le bien-être des générations futures et en tirant parti, ici et maintenant, du potentiel d'activités et d'emplois dont l'environnement est porteur.

Quelle Europe voulez-vous pour demain ?

Je veux une Europe qui protège et prépare l'avenir. Je veux une Europe qui protège des désordres de la mondialisation, une Europe qui prépare l'avenir en investissant dans la recherche et dans l'énergie. Je veux une Europe mobilisée pour la croissance, l'emploi, les droits sociaux et environnementaux, une Europe concrète qui marche au bénéfice de tous. L'objectif de croissance et d'emploi doit être inscrit dans les statuts de la Banque Centrale Européenne.

Quel message auriez-vous pour les habitants du Cher ?

Je vous ai donné la parole pour m'aider à élaborer mon projet présidentiel, je vous la redonnerai tout au long de mon mandat, si je suis élue. Prenez la parole, défendez vos idées et votez : c'est vous qui déciderez de l'avenir.

Réunion du changement
En soutien à la candidature de Ségolène Royal sous la présidence d'Alain Rafesthain
Jeudi 22 mars 2007
Salle des Fêtes - La Chapelle-St-Ursin
suivie d'un banquet républicain
inscrivez-vous au 02 48 65 29 33 ou à l'adresse fede18@parti-socialiste.fr
participation libre au banquet



Soutenez l'action des socialistes

Nom
Prénom
Adresse.....
Tél.....

- Je souhaite prendre contact avec les socialistes du Cher
 Je désire adhérer au Parti Socialiste
 Je verse..... € pour **Vivre à Bourges** (chèque à l'ordre de l'ADFPS*)

* Seules les personnes physiques peuvent effectuer des dons. Ils ne peuvent excéder 7 500 € par personne et pour une même élection. Si votre don est fait par chèque bancaire, postal ou mandat, vous recevrez en retour une attestation vous permettant de déduire la somme de vos impôts, dans les limites autorisées par la loi.

A renvoyer à : **Section de Bourges du Parti Socialiste**
20 rue du Prinal - 18000 Bourges - Tél. : 02 48 65 29 33 - fede18@parti-socialiste.fr

VOS REMARQUES, VOS SUGGESTIONS POUR

VIVRE à Bourges

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....